

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

Montauban, le 24/11/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VILLEROY ET BOCH SAS

Rue du 11 novembre
82400 Valence

Références : JR/20233-1449
Code AIOT : 0006802453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2023 dans l'établissement VILLEROY ET BOCH SAS implanté Rue du 11 novembre, 82400 Valence. L'inspection a été annoncée le 11/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'actions nationales et régionales de l'inspection des installations classées. Ces actions visent à vérifier la bonne prise en compte des prescriptions relatives à la sobriété des installations, dans les domaines de l'énergie et de la ressource en eau.

La visite d'inspection a également permis le contrôle de l'application des dispositions du règlement n°1907/2006 du 18 décembre 2006 (REACH) et notamment le respect des dispositions de la fiche de données de sécurité (FDS).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VILLEROY ET BOCH SAS
- Rue du 11 novembre 82400 Valence
- Code AIOT : 0006802453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site VILLEROY et BOCH est spécialisé dans la fabrication de receveurs de douches, lavabos et éviers en céramique. Il est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sobriété énergétique
- sobriété en eau
- produits chimiques
- équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Exploitation – Entretien	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Emissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
15	Cuvettes de rétention	Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Prélèvements d'eau autorisées	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 05/07/2023, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
17	Relevé journalier des quantités d'eau prélevées	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 05/07/2023, article 1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.1	Sans objet
7	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
8	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
9	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)	Sans objet
10	Langue FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
11	Format FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
12	Coordonnées fournisseur FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3	Sans objet
13	Utilisations identifiées pertinentes FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet
14	Précautions pour la protection de l'environnement FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant porte une attention particulière aux thématiques de sobriété, en ayant déjà effectué et en programmant à court et moyen termes des travaux en vue de réduire ses consommations d'eau et d'énergie. Néanmoins, plusieurs écarts aux prescriptions applicables, notamment sur sa situation administrative, le suivi de ses installations, et les volumes d'eau autorisés amènent l'inspection à proposer un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2

Thèmes : Situation administrative, Porter à connaissance
Prescription contrôlée : L'établissement est situé et installé conformément aux plans joints à la demande. Tout projet de modification de ces plans, doit, avant réalisation, faire l'objet d'une demande d'autorisation au Préfet.
Constats : L'inspection constate que plusieurs modifications des installations ont été réalisées sans avoir préalablement été portées à la connaissance du Préfet, notamment au niveau des fours, des cellules de séchage, d'une cheminée et des nouvelles installations de récupération de chaleur. L'inspection demande à l'exploitant d'établir la liste et les éléments caractéristiques de ces modifications au travers de porter à connaissance et de les transmettre au Préfet. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.1
Thèmes : Risques accidentels, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.
Constats : Suite à l'accident survenu le 25 août 2022 au cours duquel de la barbotine s'est répandue dans le milieu naturel, l'exploitant s'est engagé à renforcer son organisation et rédiger des consignes adaptées. En séance, l'exploitant a présenté les procédures d'arrêt et de redémarrage de l'usine datées du 7 octobre 2022. Ces consignes n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection. Dans son plan d'action post accident, l'exploitant a identifié comme amélioration l'étiquetage et le cadenassage des vannes de mises à l'égout. Sur site, l'inspection constate par sondage l'étiquetage de la vanne de mise à l'égout sur la ligne HP 418/419, et l'absence d'étiquette sur une autre vanne. Aucune vanne n'est équipée de cadenas. L'exploitant s'engage à corriger ces deux points. L'inspection constate que la consigne de ne laisser aucun tuyau branché à la mise à l'égout est appliquée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation – Entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
Thèmes : Risques chroniques, Efficacité énergétique
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement [de puissance nominale supérieure à 1 mW, hors chaudière de récupération] fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de

l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 susvisé
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique ne pas avoir conclu de contrat de performance énergétique. Il a présenté à l'inspection une liste des équipements de combustion où figurent 18 équipements d'une puissance de 23 à 425 kW, et mis en service entre 1974 et 2014. Cette liste ne précise pas les mises en réseau des chaudières.</p> <p>L'exploitant réalise un suivi de ses installations de combustion et de leur rendement. Néanmoins aucun rapport de contrôle de l'efficacité énergétique dans le format attendu n'a été présenté à l'inspection. L'exploitant a présenté les bons d'intervention réalisés par la société I.M.R.C qui est en charge du contrôle périodique des équipements. Cet organisme n'apporte pas la preuve d'une accréditation. Les valeurs mesurées (O₂, CO, T° amb, T° fum et NO) et les valeurs calculées (notamment le rendement, NOX, CO, etc.) sont renseignées via un ticket imprimé agrafé au bon d'intervention.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser les contrôles de l'efficacité énergétique applicables à ses installations.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3
Thèmes : Risques chroniques, Mesure périodique des rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser au moins tous les 3 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les 2 ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement [...] une mesure [...] dans les gaz rejetés à l'atmosphère [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>- Concernant le four tunnel (four n°5) :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesures de rejets de substances à l'émission dans l'atmosphère, réalisées le 19 mai 2022 par la société DEKRA. Cette société est détentrice de l'accréditation Cofrac n°1-1513. Ce rapport ne porte aucune observation et conclut à la conformité des valeurs limites d'émissions (VLE) du four.</p> <p>- Concernant le four n°6 :</p> <p>Ce four est d'une puissance de 6 MW. L'exploitant explique ne pas avoir fait réaliser de mesure périodique des rejets atmosphériques, du fait du caractère intermittent de son utilisation. L'exploitant indique que suite aux récentes évolutions du site, ce four bien que toujours fonctionnel n'a plus vocation à être utilisé.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser le contrôle des rejets de gaz à l'atmosphère du four n°6, et de lui en attester, ou de confirmer à l'inspection l'arrêt de son utilisation</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thèmes : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant dispose d'une liste des équipements à pression présents sur son site. Cette liste indique notamment pour chaque équipement l'emplacement, le type, le constructeur, le numéro de fabrication, le type de fluide, la date de mise en service, le volume, la pression max, les dates de la dernière épreuve et de l'épreuve à faire, les dates de la dernière inspection et de l'inspection à faire. Cette liste n'est plus tenue à jour depuis 2022. Elle n'intègre pas les derniers équipements installés sur le site. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la liste à jour de ses équipements sous pression, reprenant l'ensemble des renseignements attendus. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thèmes : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais

<p>de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a contrôlé l'échéance de requalification périodique pour un réservoir cylindrique vertical de 250 litres d'air fabriqué en 2003 sous le numéro 03480, d'une pression de service de 21 bars.</p> <p>L'appareil a été mis en service en le 8 août 2007. La dernière requalification périodique a été réalisée le 30 juillet 2013.</p> <p>L'inspection constate le dépassement du délai maximal de 10 ans entre deux requalifications.</p> <p>L'exploitant indique qu'une campagne de requalification des équipements le nécessitant sera menée en fin d'année 2023.</p> <p>L'inspection recommande à l'exploitant d'anticiper l'entretien des équipements sous pression afin de veiller à respecter les échéances prescrites.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser les requalifications réglementaires de ses équipements sous pression, et de lui en attester.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié par sondage le cylindre vertical n°03480. La plaque d'identification est présente et en bon état. Les informations inscrites sont lisibles et cohérentes avec celles relevées sur le dossier de suivi papier. La plaque porte la marque de la requalification périodique du 30/07/2013.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Contrôle de l'état de l'équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
Thèmes : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
Constats : L'inspection a constaté par sondage un bon état général apparent des équipements sous pression.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Fourniture FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1.a)
Thèmes : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II: a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008
Constats : L'exploitant indique que les consignes en vigueur interdisent de faire rentrer un nouveau produit sans disposer de la fiche de données de sécurité (FDS). La gestion des FDS se fait via le logiciel SEIRICH. A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la fiche de données de sécurité de la substance SAMA-por Komponente P4/4.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Langue FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thèmes : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : La fiche de données de sécurité du SAMA-por Komponente P4/4 qui a été présentée en séance est rédigée en anglais. L'exploitant indique qu'il dispose également d'une version rédigée en allemand, mais qu'il ne possède pas de version française. L'exploitant précise qu'il a demandé sans succès une version traduite. L'inspection rappelle à l'exploitant de lui attester que la non-présentation d'une fiche de données de sécurité du SAMA-por Komponente P4/4 rédigée en français est liée à l'absence d'une édition traduite par le fournisseur.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Format FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6
Thèmes : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes: 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
Constats : L'inspection constate que la fiche de données de sécurité est datée du 30 août 2016. Elle présente l'ensemble des 16 rubriques attendues.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Coordonnées fournisseur FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II – 1.3
Thèmes : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur de la fiche de données de sécurité, qu'il s'agisse du fabricant, de l'importateur, du représentant exclusif, d'un utilisateur en aval ou d'un distributeur en aval, doit être identifié. Il y a lieu de préciser son adresse complète et son numéro de téléphone, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente responsable de la fiche de données de sécurité.
Constats : L'inspection constate que le fournisseur de la fiche de données de sécurité du SAMA-por Komponente P4/4 est correctement identifié, avec son adresse complète, son numéro de téléphone et de fax, ainsi que l'adresse électronique d'une personne compétente.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Utilisations identifiées pertinentes FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thèmes : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :
a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'inspection constate que l'utilisation identifiée pertinente dans la sous-rubrique 1.2 de la fiche de données de sécurité, à savoir la fabrication de moules de travail poreux pour les procédés de coulée sous pression dans l'industrie céramique, couvre bien les utilisations de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Précautions pour la protection de l'environnement FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5.a)
Thèmes : Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : L'inspection constate que le stockage du Sama-por Komponente P4/4 se fait dans les contenants d'origine, à l'écart des autres produits, au sein d'une armoire de sécurité présentant une résistance au feu de 90 minutes, portes fermées, dans un local dédié climatisé. Le jour de l'inspection, l'armoire contient deux bidons hermétiquement clos de 22,5 kg chacun, placés sur un bac de rétention. Ces conditions de stockage apparaissent suffisantes pour s'assurer du respect des préconisations de la fiche de données de sécurité et notamment pour empêcher l'accès de la substance vers les égouts, les eaux publiques et le sous-sol.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/1998, article 2.6.4
Thèmes : Risques accidentels, Pollution
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés [...]
Constats : L'inspection constate sur une zone de stockage au sein des installations la présence d'un conteneur GRV (Grand Récipient pour Vrac) de 1 000 litres de « Produkt KX 1664 ». Ce produit porte le code UN3267 ainsi que les pictogrammes de danger suivants : - SGH05 (corrosif), - SGH07 (toxique, irritant, sensibilisant, narcotique)

<p>- SGH09 (dangereux pour l'environnement).</p> <p>Aucune rétention n'est associée à ce conteneur.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place une rétention d'un volume suffisant pour tous les produits stockés susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ou des sols.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Prélèvements d'eau autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2023, article 1
Thèmes : Actions nationales 2023, sécheresse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.</p> <p>Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.</p> <p>L'exploitant tient à jour, quelle que soit la période ou le seuil, à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° la liste des milieux de prélèvement des différentes sources d'eaux, des milieux de rejet des effluents aqueux, des quantités d'eau prélevées, rejetées et consommées, en différenciant chaque milieu de prélèvement et de rejet, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces informations sont renseignées journalièrement si le débit total prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Des synthèses mensuelles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les quantités prélevées ou consommées, les volumes économisés correspondants, chaque année, sur les cinq dernières années et les justificatifs associés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral du 5 juillet 2023 définit les dispositions applicables au site en période de sécheresse.</p> <p>A compter de cette date, le site est autorisé à prélever 350 m³ par jour en période normale.</p> <p>L'exploitant indique que l'ensemble des prélèvements d'eau dispose de compteurs, et il a présenté à la demande de l'inspection les relevés d'eau pour l'année 2023.</p> <p>Pour la période comprise entre 01/07/2023 et le 27/10/2023, l'inspection relève 31 dépassements du volume maximal journalier autorisé sur 92 relevés réalisés, avec un dépassement moyen d'environ 26 % du volume maximal autorisé.</p> <p>L'inspection constate cependant le respect des volumes mensuels pour l'ensemble de l'année 2023.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de respecter les volumes maximaux des prélèvements autorisés pour ses installations.</p> <p>Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 17 : Relevé journalier des quantités d'eau prélevées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2023, article 1
Thèmes : Actions nationales 2023, sécheresse
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour, quelle que soit la période ou le seuil, à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° la liste des milieux de prélèvement des différentes sources d'eaux, des milieux de rejet des effluents aqueux, des quantités d'eau prélevées, rejetées et consommées, en différenciant chaque milieu de prélèvement et de rejet, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces informations sont renseignées journalièrement si le débit total prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Des synthèses mensuelles et annuelles de ces informations sont réalisées ; [...]
Constats : L'inspection constate qu'aucun relevé journalier des prélèvements d'eau n'a été réalisé entre le 1er août et le 28 août 2023, ni le samedi 2 septembre 2023. L'exploitant explique que les relevés et le report des index de compteurs sont effectués manuellement. L'absence des reports des volumes prélevés constatée au mois d'août correspond aux congés de la personne chargée du relevé journalier. Il n'y a pas eu de transfert de cette responsabilité vers un autre employé. L'exploitant indique envisager l'installation d'une solution de monitoring en 2024 afin de relever automatiquement ses consommations d'eau. L'inspection demande à l'exploitant de renseigner les quantités d'eau prélevées de manière journalière tout au long de l'année. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours